

Art. 4. — Les dispositions de l'article 78 de l'ordonnance n° 76-106 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, susvisée, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 78. — Le montant mensuel maximum de la pension d'invalidité correspond à une fois et demie (1,5) le salaire national minimum garanti.

Le montant mensuel de la pension d'invalidité des personnels militaires, des civils assimilés et des militaires du service national est égal au produit du taux d'invalidité par le montant mensuel maximum prévu à l'alinéa ci-dessus.

Ce montant ne peut être inférieur à 80% du salaire national minimum garanti.

Les dispositions du présent article prennent effet à compter du 1er janvier 2012 ».

Art. 5. — Sont abrogées, les dispositions du point 3 de l'article 110 de l'ordonnance n° 76-106 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code des pensions militaires.

Art. 6. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rabie Ethani 1434 correspondant au 20 février 2013.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.



**Loi n° 13-04 du 9 Rabie Ethani 1434 correspondant au 20 février 2013 portant règlement budgétaire pour l'exercice 2010.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 119, 120, 122, 126, 160 et 162 ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice du contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995, modifiée et complétée, relative à la Cour des comptes ;

Vu la loi n° 05-07 du 19 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 28 avril 2005, modifiée et complétée, relative aux hydrocarbures ;

Vu la loi n° 09-09 du 13 Moharram 1431 correspondant au 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010 ;

Vu l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010 ;

Vu la loi n° 12-08 du 28 Rabie El Aouel 1433 correspondant au 21 février 2012 portant règlement budgétaire pour l'exercice 2009 ;

Après consultation de la Cour des comptes ;

Après avis du Conseil d'Etat,

Après adoption par le Parlement,

**Promulgue la loi dont la teneur suit :**

Article 1er. — Le montant des recettes, produits et revenus applicables aux dépenses définitives du budget général de l'Etat, enregistré au 31 décembre 2010, s'élève à : trois mille cinquante-six milliards sept cent trente-et-un millions neuf cent soixante-cinq mille deux cent quatre-vingt-quatre dinars soixante-six centimes (3.056.731.965.284,66 DA) conformément à la répartition par nature objet du tableau « A » de la loi de finances complémentaire pour 2010, dont : quarante mille dinars (40.000,00 DA) au titre des fonds de concours.

Art. 2. — Les résultats définitifs des dépenses du budget général de l'Etat, au titre de l'exercice 2010, sont arrêtés à la somme de : cinq mille six cent quarante-huit milliards neuf cent deux millions sept cent quarante-quatre mille quatre cent soixante-douze dinars soixante-dix-neuf centimes (5.648.902.744.472,79 DA), dont :

— Deux mille sept cent trente-six milliards cent quatre-vingt-sept millions deux cent soixante-six mille deux cent quatre-vingt-quinze dinars sept centimes (2.736.187.266.295,07 DA) pour les dépenses de fonctionnement réparties par ministère conformément au tableau « B » de la loi de finances complémentaire pour 2010 ;

— Deux mille sept cent quarante-neuf milliards deux cent trois millions deux cent trente mille deux cent soixante-dix-neuf dinars quatre-vingt-huit centimes (2.749.203.230.279,88 DA) pour les dépenses d'équipement (concours définitifs) réparties par secteur, conformément au tableau « C » de la loi de finances complémentaire pour 2010 ;

— Cent soixante-trois milliards cinq cent douze millions deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-dix-sept dinars quatre-vingt-quatre centimes (163.512.247.897,84 DA) pour les dépenses imprévues.

Art. 3. — Le déficit définitif au titre des opérations budgétaires pour l'exercice 2010 à affecter à l'avoir et découvert du Trésor s'élève à : deux mille cinq cent quatre-vingt-douze milliards cent soixante-dix millions sept cent soixante-dix-neuf mille cent quatre-vingt-huit dinars treize centimes (2.592.170.779.188,13 DA).

Art. 4. — Les pertes des comptes spéciaux du Trésor apurés ou clôturés enregistrées au 31 décembre 2010 dont le montant s'élève à : huit cent quarante-quatre milliards deux cent quatre-vingt-dix-sept millions sept cent douze mille trois cent quatre-vingt-dix dinars cinquante-deux centimes (844.297.712.390,52 DA) sont affectées au compte de l'avoir et découvert du Trésor.

Art. 5. — Les pertes résultant de la gestion des opérations de la dette de l'Etat enregistrées au 31 décembre 2010 dont le montant s'élève à : deux cent quatre-vingt-dix-sept milliards quatre cent soixante-dix-huit millions cent vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-quinze dinars soixante-huit centimes (297.478.126.495,68 DA) sont affectées au compte de l'avoir et découvert du Trésor.

Art. 6. — Les variations nettes à affecter à l'avoir et découvert du Trésor pour l'exercice 2010 s'élèvent à :

— Trois mille vingt milliards trois cent soixante-quatre millions huit cent quinze mille six cent vingt-six dinars quatre-vingt dix huit centimes (3.020.364.815.626,98 DA) au titre de la variation positive nette des soldes des comptes spéciaux du Trésor ;

— Deux cent quatre-vingt-huit milliards trois cent trente-sept millions cent soixante-et-un mille sept cent cinquante-quatre dinars quatre-vingt-sept centimes (288.337.161.754,87 DA) au titre de la variation positive nette des soldes des comptes d'emprunts ;

— Quatre cent quarante-neuf millions neuf cent trois mille trois cent trente-cinq dinars soixante-quatre centimes (449.903.335,64 DA) au titre de la variation positive des soldes des comptes de participation.

Art. 7. — Le déficit global à porter à l'avoir et découvert du Trésor au titre de l'exercice 2010 est fixé à : quatre cent vingt-quatre milliards sept cent quatre-vingt-quatorze millions sept cent trente-sept mille trois cent cinquante-six dinars quatre-vingt-quatre centimes (424.794.737.356,84 DA).

Art. 8. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rabie Ethani 1434 correspondant au 20 février 2013.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

-----  
ETAT « A »

**RECETTES DEFINITIVES APPLIQUEES AU BUDGET DE L'ETAT POUR 2010**

En DA

RECETTES BUDGETAIRES	PREVISIONS LFC	REALISATIONS	REAL. EN %	ECART EN VALEUR	EN %
<b>1. RESSOURCES ORDINAIRES</b>					
1.1. Recettes fiscales					
201.001- Produit des contributions directes	508.600.000.000,00	560.416.817.202,81	110,19	51.816.817.202,81	10,19
201.002- Produit de l'enregistrement et du timbre	37.800.000.000,00	39.652.123.946,41	104,90	1.852.123.946,41	4,90
201.003- Produit des impôts sur les affaires	526.300.000.000,00	494.422.749.472,28	93,94	-31.877.250.527,72	-6,06
(Dont TVA sur les produits importés)	259.600.000.000,00	252.591.622.065,93	97,30	-7.008.377.934,07	-2,70
201.004- Produit des contributions indirectes	1.500.000.000,00	1.427.144.266,86	95,14	-72.855.733,14	-4,86
201.005- Produit des douanes	170.300.000.000,00	184.575.868.854,58	108,38	14.275.868.854,58	8,38
<b>Sous-Total (1)</b>	<b>1.244.500.000.000,00</b>	<b>1.280.494.703.742,94</b>	<b>102,89</b>	<b>35.994.703.742,94</b>	<b>2,89</b>
1.2. Recettes ordinaires					
201.006- Produit et revenus des domaines	16.000.000.000,00	18.666.275.289,68	116,66	2.666.275.289,68	16,66
201.007- Produits divers du budget	28.700.000.000,00	45.260.263.378,44	157,70	16.560.263.378,44	57,70
201.008- Recettes d'ordre	0,00	83.199.020,00		83.199.020,00	
<b>Sous-Total (2)</b>	<b>44.700.000.000,00</b>	<b>64.009.737.688,12</b>	<b>143,20</b>	<b>19.309.737.688,12</b>	<b>43,20</b>
1.3. Autres recettes					
201.012- Recettes exceptionnelles	132.500.000.000,00	210.527.483.853,60	158,89	78.027.483.853,60	58,89
<b>Sous-Total (3)</b>	<b>132.500.000.000,00</b>	<b>210.527.483.853,60</b>	<b>158,89</b>	<b>78.027.483.853,60</b>	<b>58,89</b>
<b>Total des ressources ordinaires</b>	<b>1.421.700.000.000,00</b>	<b>1.555.031.925.284,66</b>	<b>109,38</b>	<b>133.331.925.284,66</b>	<b>9,38</b>
<b>2. FISCALITE PETROLIERE</b>					
201.011- Fiscalité pétrolière	1.501.700.000.000,00	1.501.700.000.000	100	0,00	0,00
Total général des recettes hors fonds de concours	<b>2.923.400.000.000,00</b>	<b>3.056.731.925.284,66</b>	<b>104,56</b>	<b>133.331.925.284,66</b>	<b>4,56</b>
Fonds de concours	—	40.000,00		40.000,00	
<b>Total général des recettes</b>	<b>2.923.400.000.000,00</b>	<b>3.056.731.965.284,66</b>	<b>104,56</b>	<b>133.331.965.284,66</b>	<b>4,56</b>

ETAT « B »

**REPARTITION PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL DES CREDITS OUVERTS  
AU TITRE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2010**

En DA

MINISTERES	CREDITS 2010			ECARTS EN VALEUR	Taux en
	LFC 2010	REVISES	CONSOMMES		
Présidence de la République	7.530.516.000.000,00	8.180.552.000,00	5.458.741.385,05	2.721.810.614,95	66,73
Services du Premier ministre	2.845.611.000.000,00	2.942.573.000,00	2.525.554.911,76	417.018.088,24	85,83
Défense nationale	421.866.177.000.000,00	421.866.177.000,00	416.852.283.259,52	5.013.893.740,48	98,81
Intérieur et collectivités locales	392.402.144.000.000,00	410.517.892.000,00	355.661.613.237,88	54.856.278.762,12	86,64
Affaires étrangères	31.264.497.000.000,00	41.318.865.000,00	39.692.653.521,19	1.626.211.478,81	96,06
Justice	45.499.435.000.000,00	47.657.709.000,00	40.599.306.398,09	7.058.402.601,91	85,19
Finances	48.775.355.000.000,00	52.297.490.000,00	42.769.926.943,26	9.527.563.056,74	81,78
Energie et mines	26.413.795.000.000,00	26.691.212.000,00	12.986.068.074,73	13.705.143.925,27	48,65
Ressources en eau	7.845.277.000.000,00	9.070.428.000,00	7.448.908.621,03	1.621.519.378,97	82,12
Prospectives et statistiques	577.076.000.000,00	710.403.000,00	591.173.824,18	119.229.175,82	83,22
Industrie, PME et promot. des investissements	3.504.113.000.000,00	3.810.501.000,00	2.211.983.154,29	1.598.517.845,71	58,05
Commerce	10.538.816.000.000,00	11.297.333.000,00	8.210.164.037,82	3.087.168.962,18	72,67
Affaires religieuses et wakfs	14.573.089.000.000,00	15.889.175.000,00	14.786.282.072,88	1.102.892.927,12	93,06
Moudjahidine	168.001.904.000.000,00	168.460.911.000,00	195.462.016.157,64	-27.001.105.157,64	116,03
Aménagement, territoire et environnement	4.027.488.000.000,00	4.205.988.000,00	1.908.616.666,55	2.297.371.333,45	45,38
Transports	19.345.233.000.000,00	20.057.275.000,00	19.160.994.468,90	896.280.531,10	95,53
Education nationale	662.916.579.000.000,00	672.442.955.000,00	633.921.181.271,97	38.521.773.728,03	94,27
Agriculture et développement rural	116.020.744.000.000,00	117.254.851.000,00	85.260.119.540,24	31.994.731.459,76	72,71
Travaux publics	5.572.020.000.000,00	6.139.338.000,00	5.307.273.630,57	832.064.369,43	86,45
Santé, population et réforme hospitalière	195.011.838.000.000,00	205.219.239.000,00	204.311.473.411,30	907.765.588,70	99,56
Culture	22.700.130.000.000,00	23.750.225.000,00	19.280.827.729,74	4.469.397.270,26	81,18
Communication	7.567.720.000.000,00	7.594.285.000,00	7.477.527.307,39	116.757.692,61	98,46
Tourisme et artisanat	2.067.612.000.000,00	2.396.165.000,00	1.387.237.949,02	1.008.927.050,98	57,89
Enseignement supérieur et recherche scientifique	173.483.802.000.000,00	214.354.626.000,00	213.813.617.573,11	541.008.426,89	99,75
Poste et technique de l'infor. et de la communication	2.027.647.200.000,00	2.479.020.000,00	1.912.123.384,10	566.896.615,90	77,13
Relations avec le Parlement	194.649.000.000,00	216.202.000,00	130.830.339,58	85.371.660,42	60,51
Formation et enseignement professionnel	28.498.036.000.000,00	39.159.911.000,00	38.743.534.894,71	416.376.105,29	98,94
Habitat et urbanisme	10.675.181.000.000,00	11.697.431.000,00	9.589.907.917,84	2.107.523.082,16	81,98
Travail et sécurité sociale	72.325.886.000.000,00	72.683.906.000,00	72.054.907.463,95	628.998.536,05	99,13
Solidarité nationale	95.462.389.000.000,00	96.555.486.000,00	95.851.147.054,75	704.338.945,25	99,27
Pêche et ressources halieutiques	1.482.697.000.000,00	1.623.726.000,00	1.272.441.675,91	351.284.324,09	78,37
Jeunesse et sports	23.484.072.000.000,00	28.141.980.000,00	26.644.132.023,51	1.497.847.976,49	94,68
<b>S / Total</b>	<b>2.624.501.528.200.000,00</b>	<b>2.746.683.830.000,00</b>	<b>2.583.284.569.902,46</b>	<b>163.399.260.097,54</b>	<b>94,05</b>
<b>Charges communes</b>	<b>821.498.294.800.000,00</b>	<b>699.315.993.000,00</b>	<b>152.902.696.392,61</b>	<b>546.413.296.607,39</b>	<b>21,86</b>
<b>Total</b>	<b>3.445.999.823.000.000,00</b>	<b>3.445.999.823.000,00</b>	<b>2.736.187.266.295,07</b>	<b>709.812.556.704,93</b>	<b>79,40</b>

## ETAT « C »

REPARTITION PAR SECTEUR DES CREDITS OUVERTS  
AU TITRE DU BUDGET D'EQUIPEMENT POUR L'EXERCICE 2010

En DA

SECTEURS	CREDITS VOTES LFC	CREDITS REVISES LFC	CREDITS MOBILISES DE 2010	ECARTS CREDITS	
				EN VALEUR	EN %
<b>Secteur 1 : Industrie</b>	665.000.000,00	665.000.000,00	545.000.000,00	120.000.000,00	18,05
<b>Secteur 2 : Energie et mines</b>	—	—	682.557.291,37	- 682.557.291,37	
<b>Secteur 3 : Agricu. hydraul.</b>	336.176.000.000,00	337.316.000.000,00	408.657.447.879,55	- 71.341.447.879,55	- 21,15
<b>Secteur 4 : Soutien aux services productifs</b>	44.747.000.000,00	44.747.000.000,00	34.794.230.491,12	9.952.769.508,88	22,24
<b>Secteur 5 : Infrastructures économique et adminis.</b>	1.096.303.800.000,00	1.110.248.800.000,00	897.835.995.129,67	212.412.804.870,33	19,13
<b>Secteur 6 : Education et formation</b>	284.563.600.000,00	285.363.600.000,00	271.967.712.729,50	13.395.887.270,50	4,69
<b>Secteur 7 : Infrastructures socio-culturelles</b>	213.250.200.000,00	218.890.200.000,00	192.086.626.477,71	26.803.573.522,29	12,25
<b>Secteur 8 : Soutien à l'accès à l'habitat</b>	230.465.000.000,00	273.827.400.000,00	260.309.517.596,90	13.517.882.403,10	4,94
<b>Secteur 9 : Divers</b>	200.400.000.000,00	209.900.000.000,00	209.942.142.200,00	- 42.142.200,00	- 0,02
<b>Secteur : PCD</b>	60.000.000.000,00	60.500.000.000,00	60.003.000.484,06	496.999.515,94	0,82
<b>Sous-total d'investissement</b>	<b>2.466.570.600.000,00</b>	<b>2.541.458.000.000,00</b>	<b>2.336.824.230.279,88</b>	<b>204.633.769.720,12</b>	<b>8,05</b>
Soutien à l'action économique (Dot aux CAS et bonification du taux d'intérêt)	400.638.000.000,00	404.638.000.000,00	337.379.000.000,00	67.259.000.000,00	16,62
Dotation en capital du fonds national d'investissement	75.000.000.000,00	75.000.000.000,00	75.000.000.000,00	—	—
Programme complémentaires au profit des wilayas	54.052.400.000,00	—	—	—	
Provision pour dépenses imprévues	26.600.000.000,00	1.765.000.000,00	—	1.765.000.000,00	100,00
<b>Sous-total des opérations en capital</b>	<b>556.290.400.000,00</b>	<b>481.403.000.000,00</b>	<b>412.379.000.000,00</b>	<b>69.024.000.000,00</b>	<b>14,34</b>
<b>Total budget d'équipement</b>	<b>3.022.861.000.000,00</b>	<b>3.022.861.000.000,00</b>	<b>2.749.203.230.279,88</b>	<b>273.657.769.720,12</b>	<b>9,05</b>